

ANNEXE A

Mise en œuvre des recommandations antérieures de l'OCDE

Plusieurs recommandations structurelles spécifiques ont été formulées dans la dernière édition de l'*Étude économique* publiée en mars 2004. Le tableau ci-dessous évalue brièvement les actions engagées par les autorités slovaques depuis lors.

Principaux thèmes/ Recommandations 2004	Action entreprise	Évaluation	Recommandation de suivi
Partie A : Marchés des produits			
Poursuivre la privatisation des entreprises d'État restantes.	La privatisation s'est poursuivie.	La recommandation a été partiellement mise en œuvre.	Poursuivre le processus de privatisation.
Envisager de vendre une partie de la participation de 51 % toujours détenue par l'État dans les grandes entreprises du secteur de l'énergie telles que SPP et Transpetrol.	La loi sur les entreprises stratégiques a été modifiée à cet effet.	Le gouvernement procède avec prudence – Ioukos/Gazprom est le principal investisseur.	Continuer d'examiner l'éventualité d'une privatisation (avec des partenaires à la structure du capital et de gouvernance claire).
Accélérer la rationalisation des Chemins de fer slovaques, y compris par la réduction des coûts de main-d'œuvre et la fermeture de certaines lignes.	L'entreprise ferroviaire a été scindée en une entité responsable des infrastructures et en deux sociétés d'État pour le transport de marchandises et de voyageurs. Le réseau a été partiellement rationalisé et des postes ont été supprimés. La compagnie de transport ferroviaire de marchandises sera prochainement privatisée.	La recommandation a été partiellement mise en œuvre.	Privatiser la société de transport ferroviaire de marchandises. Ouvrir les services de transport de voyageurs à la concurrence.
Simplifier les réglementations et les procédures administratives relatives à la création d'entreprises.	Le gouvernement a préparé une nouvelle législation qui simplifie et accélère considérablement le processus de création.	Mise en œuvre en 2004.	
S'assurer que le Service antimonopole (AMO) dispose de l'indépendance et des ressources nécessaires pour mettre en œuvre la loi de 2001 sur la concurrence, qui aligne le cadre juridique sur celui de l'UE.	Le Service antimonopole fonctionne en tant qu'entité indépendante.	Les ressources et le rôle de promotion de la concurrence du Service antimonopole pourraient être renforcés.	Poursuivre la mise en œuvre de la loi sur la concurrence.
Utiliser l'Organisme de régulation des industries de réseau (RONI) pour renforcer la concurrence dans le secteur de l'énergie et accélérer le processus de libéralisation.	Toutes les directives de l'UE concernant la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz ont été transposées en 2004 et les règles communes pour ces marchés ont été mises en œuvre.	Dans les faits, la concurrence reste limitée.	Poursuivre la mise en œuvre de la recommandation.
Superviser les critères de qualification imposés par les associations professionnelles et sectorielles pour s'assurer qu'ils n'érigent pas d'obstacles à l'entrée.	Certaines réglementations ont été simplifiées pour les professions juridiques.		Poursuivre la mise en œuvre de la recommandation initiale.
Améliorer l'expertise professionnelle de l'Autorité des marchés financiers afin de pouvoir déceler les opérations d'initiés et les manipulations de cours.	La surveillance des marchés financiers relève aujourd'hui pleinement de la Banque centrale.		Poursuivre la mise en œuvre de la recommandation initiale.
Adopter un nouveau cadre pour les faillites afin d'améliorer la sélection des syndicats, d'accorder plus de droits aux créanciers et de faciliter la restructuration industrielle.	La nouvelle loi sur les faillites a été approuvée par le Parlement.	La nouvelle loi fournit le cadre juridique requis pour la gestion des faillites.	Développer les capacités institutionnelles et techniques du système judiciaire afin d'appliquer le nouveau cadre rapidement et efficacement.

Mise en œuvre des recommandations antérieures de l'OCDE (suite)

Plusieurs recommandations structurelles spécifiques ont été formulées dans la dernière édition de l'*Étude économique* publiée en mars 2004. Le tableau ci-dessous évalue brièvement les actions engagées par les autorités slovaques depuis lors.

Principaux thèmes/ Recommandations 2004	Action entreprise	Évaluation	Recommandation de suivi
Partie B : Secteur financier			
Inclure la surveillance prudentielle des nouveaux fonds de pension dans le champ des compétences de l'Autorité des marchés financiers.	La surveillance des fonds de pension fait désormais partie du système intégré de supervision des marchés financiers de la Banque centrale.		
Partie C : Marchés du travail			
Accompagner le renforcement des incitations à l'offre de main-d'œuvre en stimulant la demande de main-d'œuvre grâce à des réductions des charges sociales ou à des subventions pour l'emploi ciblés.	Les cotisations de sécurité sociale ont été réduites de 3 % début 2005, mais le coin fiscal sur le travail reste élevé. Le gouvernement a annoncé qu'il n'envisageait pas de nouvelles réductions (à cause de contraintes budgétaires).		Mettre en œuvre des réductions substantielles pour les bas salaires et financer cette mesure par une réduction des dépenses dans des domaines moins prioritaires.
Mettre en œuvre des projets pilotes visant à tester les capacités des agences de placement privées à épauler les organismes de placement publics.			Mettre en œuvre la recommandation.
Offrir des incitations aux administrations régionales pour qu'elles développent la formation professionnelle, en coopération avec les entreprises locales.	Certaines administrations régionales ont lancé de tels programmes de coopération.		Analyser et faire connaître les expériences réussies et promouvoir leur diffusion.
Suivre de près l'efficacité des programmes actifs du marché du travail. Financer les programmes de reconversion sur des bases concurrentielles et en appliquant le principe selon lequel « l'argent suit le bénéficiaire ».	L'Office national du Travail surveille statistiquement l'utilisation des programmes actifs du marché du travail.		Mettre en œuvre la recommandation.
Moderniser les systèmes d'éducation et de formation. Faciliter la création d'universités privées. Suivre les performances des écoles primaires et secondaires décentralisées.	Une nouvelle loi sur les universités les transforme en établissements autonomes. La propriété des écoles primaires et secondaires a été transférée aux régions et aux communes.	La loi sur les universités est une première étape positive, mais une nouvelle loi sur les frais de scolarité a été rejetée par le Parlement. Le système d'accréditation des universités reste restrictif et les performances des écoles primaires et secondaires ne sont pas transparentes.	Mettre en œuvre la recommandation.
Adapter le programme des écoles professionnelles aux besoins des entreprises.	La responsabilité des écoles de formation professionnelle a été décentralisée aux régions.	La décentralisation devrait faciliter la coopération des systèmes régionaux d'enseignement professionnel.	Analyser l'expérience des écoles de formation professionnelle décentralisées. Rendre transparentes les performances comparatives des écoles professionnelles régionales.
Ne plus étendre les conventions collectives aux entreprises qui ne participent pas aux négociations.	La loi a été modifiée en 2004 pour mettre fin à cette extension.	Mise en œuvre.	
Partie D. Secteur public			
Supprimer les distorsions sur le marché du logement.	Les loyers réglementés ont été fortement augmentés, mais le marché locatif reste sous-développé.	Partiellement mise en œuvre. La législation actuelle prévoit peu d'incitations au développement de l'immobilier locatif par le secteur privé.	Faciliter le développement de l'immobilier locatif privé.
Améliorer le système de transport.	Le réseau routier national fait actuellement l'objet d'un nouveau plan de développement. Une société des autoroutes spécialisée a été créée afin de développer et d'exploiter le réseau autoroutier national.	Éviter que se creuse un fossé qualitatif entre le réseau routier national et les réseaux routiers locaux gérés par les régions et par les communes. Éviter que les travaux d'entretien soient négligés sur les routes régionales et locales. Les coûts de construction des routes semblent élevés.	Suivre les coûts, le rythme de développement et la qualité de l'entretien des différentes composantes du réseau routier.

Table des matières

Résumé	8
Évaluation et recommandations	11
Chapitre 1. Principaux défis économiques de la République slovaque	19
La Slovaquie est parvenue à accélérer son processus de rattrapage	20
Quatre défis à relever pour stimuler l'élargissement de la croissance et la hausse de l'emploi.	40
Notes	42
Annexe 1.A1. La réforme fiscale de 2004	43
Chapitre 2. Politiques visant à préparer la voie à l'adhésion à la zone euro.	49
La stabilité des prix paraît accessible, mais des risques demeurent	51
La stabilité du taux de change pourrait être le critère le plus difficile à respecter	56
Le coût de la réforme des retraites menace la mise en conformité avec le critère du déficit public	60
Les taux d'intérêt ont déjà convergé vers les niveaux de la zone euro	63
Conclusions.	64
Notes	65
Bibliographie.	67
Annexe 2.A1. Estimations du taux de change d'équilibre de la Slovaquie	70
Chapitre 3. Politiques visant à favoriser la création d'emplois et à améliorer la mobilité de la main-d'œuvre	75
Les incitations au travail ont été renforcées	76
Une création d'emplois favorisée par des marchés du travail flexibles, mais entravée par des prélèvements élevés sur les salaires.	79
Une nouvelle politique du logement est nécessaire pour améliorer la mobilité interrégionale de la main-d'œuvre	84
Notes	89
Bibliographie.	90
Chapitre 4. Créer des conditions plus propices à l'innovation et à la croissance	93
Une stratégie de développement permettant une diversification au-delà de l'IDE.	94
Renforcer le capital humain et l'enseignement	95
Créer des conditions propices à l'innovation dans le secteur des entreprises	102
Développer une société de l'information	108
Amélioration de l'environnement général dans lequel évoluent les entreprises	111

Notes	122
Bibliographie.....	124
Chapitre 5. Bâtir un secteur public moderne.....	127
Les équilibres budgétaires se sont considérablement améliorés et les institutions chargées des finances publiques ont été renforcées	128
Une décentralisation administrative de grande ampleur a été lancée	128
Le cadre budgétaire à moyen terme est ambitieux, mais il faut renforcer la définition des priorités	134
Nouvelles réformes visant à améliorer la qualité de la gouvernance et des services publics.....	139
Notes	150
Bibliographie.....	153
Annexe 5.A1. La décentralisation budgétaire en Slovaquie	155
Annexe A. Mise en œuvre des recommandations antérieures de l'OCDE.....	161
Encadrés	
1.1. Une réforme fondamentale de la fiscalité	24
1.2. Incitations à l'investissement direct étranger	25
1.3. Le rôle de l'IDE	29
1.4. Prévisions à court terme de l'OCDE pour la Slovaquie	32
1.5. Retombées de la productivité.....	33
2.1. L'effet Balassa-Samuelson et l'effet boxeur	53
2.2. L'(in)efficacité de l'intervention sur le marché des changes	57
2.3. Changements récents du Pacte de stabilité et de croissance	62
3.1. Mesure du chômage.....	80
3.2. Arguments en faveur d'une réduction des prélèvements sur les salaires des travailleurs peu qualifiés	83
3.3. Résumé des recommandations	89
4.1. Politiques d'atténuation de l'impact de l'origine socio-économique sur la performance des élèves	98
4.2. Politiques d'incitation à l'innovation dans le secteur des entreprises.....	105
4.3. Enseignements tirés de l'expérience d'autres pays de l'OCDE à propos des TIC... ..	110
4.4. Recommandations concernant la création de conditions plus propices à l'innovation et à la croissance.....	121
5.1. Le renforcement des institutions budgétaires et les domaines où une convergence plus poussée est possible	132
5.2. Dépenses consacrées à l'éducation : la Slovaquie restera-t-elle à la traîne? ...	138
5.3. Politiques en faveur de la minorité rom	145
5.4. Les mécanismes de marché dans les politiques de développement durable ...	148
5.5. Résumé des recommandations	149
Tableaux	
1.1. Demande, production et prix	32
1.2. Ventilation sectorielle de l'emploi, 2000-2004	36
1.3. Plus de possibilités de migration intérieure	39
1.A1.1. Taux effectifs moyens d'imposition des sociétés.....	45
1.A1.2. Taux marginaux effectifs d'imposition des sociétés	45
2.1. L'effet boxeur dans certains membres de la zone euro.....	53

2.2. Indicateurs de la capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB)	61
2.A1.1. Estimations, en termes de taux de change d'équilibre comportemental (BEER), des désalignements de la couronne slovaque	72
3.1. Cotisations de sécurité sociale obligatoire	81
3.2. Mode d'occupation du logement	87
4.1. Principaux indicateurs de la science et de la technologie	104
4.2. Jugement porté sur l'environnement des entreprises en Slovaquie, 2004	117
5.1. Compétences de l'administration centrale, des régions et des communes	134
5.2. Cadre budgétaire à moyen terme, 2006-2008	136
5.3. Partenariats public/privé	142
5.4. Emploi et rémunérations dans les administrations publiques, 2001-2005	142
5.5. Ventilation de l'emploi dans les administrations publiques, budget 2004-2005	143

Graphiques

1.1. Croissance du PIB et des exportations	20
1.2. Succès dans la désinflation	21
1.3. Une trajectoire originale d'assainissement budgétaire	22
1.4. Un environnement compétitif pour les entreprises	26
1.5. Améliorer la crédibilité internationale	27
1.6. Le rôle croissant de l'IDE	28
1.7. Entrées d'IDE par branche	29
1.8. Sources de la croissance	31
1.9. Croissance de la productivité dans les branches où l'IDE domine et dans les branches à capitaux slovaques	33
1.10. Convergence de la productivité et de l'emploi	35
1.11. Sources restantes de la variation internationale du PIB par habitant	37
1.12. Potentiel d'emploi	38
1.13. Potentiel d'emploi restant	39
1.A1.1. Charge fiscale moyenne effective des sociétés en Europe	46
2.1. Convergence de l'inflation et des taux d'intérêt aux niveaux de la zone euro	52
2.2. La hausse des prix des biens échangeables et celle des services marchands restent divergentes	55
2.3. Évolution du taux de change nominal et du taux de change réel	58
2.4. Évolution récente de la couronne et mesures prises par la BNS	59
2.5. L'impact de la réforme des retraites sur le déficit budgétaire	61
2.6. Taux d'intérêt réels en Slovaquie et dans la zone euro	64
3.1. Taux effectif d'imposition lorsqu'une personne sans emploi trouve un emploi	77
3.2. Taux net de remplacement pour une famille à deux enfants en cas de chômage de longue durée, 2002	78
3.3. L'écart se creuse entre les deux indicateurs de l'emploi	80
3.4. Coût du travail	81
3.5. Coin fiscal sur le travail, comparaison internationale	82
3.6. Évolution de l'emploi par branche	85
3.7. Taux de mobilité géographique et taux de chômage dans un certain nombre de pays de l'OCDE	86
4.1. Niveau d'instruction de la population	96
4.2. Situation sur le marché du travail, par niveau d'instruction	97
4.3. Scores PISA par rapport aux scores moyens pour l'OCDE	97

4.4.	L'impact du statut socio-économique sur les résultats en mathématiques	99
4.5.	Dépenses pour les établissements éducatifs par élève, aux différents niveaux, 2001.	101
4.6.	Rémunération des enseignants dans le premier cycle du secondaire, 2002	101
4.7.	Dépenses de R-D et niveau de revenu.	103
4.8.	Investissements en capital-risque.	107
4.9.	Nombre d'abonnés au haut débit pour 100 habitants dans les pays de l'OCDE. . . .	109
4.10.	Utilisation des TIC par les entreprises	109
4.11.	Réglementation des services professionnels, 2003	112
4.12.	Lien entre le niveau de réglementation globale et la cohérence des politiques dans les pays de l'OCDE	113
4.13.	Une immatriculation plus efficace des entreprises	114
4.14.	Tarifs des télécommunications	115
4.15.	Influence perçue du cadre législatif et réglementaire sur les entreprises.	118
4.16.	Lenteur de la procédure de faillite, mais amélioration attendue	118
4.17.	Indice de perception de la corruption, 2004	119
5.1.a.	Ajustement des recettes et des dépenses publiques	129
5.1.b.	Ajustement des recettes et des dépenses publiques	130
5.2.	Niveau de revenu et ajustement de la taille du secteur public	131
5.3.	Ventilation des comptes des administrations publiques	134
5.4.	Dépenses consacrées aux établissements scolaires	138
5.5.	Possibilités de meilleure gouvernance	140
5.6.	Réformes de la gestion publique	141

Cette étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres.

La situation économique et les politiques de la République slovaque ont été évaluées par le Comité le 11 juillet 2005. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le 28 juillet 2005

Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Rauf Gönenç et Anne-Marie Brook sous la direction de Willi Leibfritz.

L'étude précédente de la République slovaque a été publiée en mars 2004.

La présente Étude économique ne peut pas analyser certaines politiques qui intéressent le pays mais relèvent de la compétence de la Communauté européenne. Si quelques-unes d'entre elles peuvent être examinées dans le contexte de l'étude de la zone euro, d'autres ne peuvent pas l'être par le Comité EDR, car la Commission européenne considère pour l'instant que les études économiques doivent avoir une portée limitée. Aucune limite ne s'applique en ce qui concerne les politiques qui peuvent être examinées dans les études économiques des autres pays de l'OCDE.

La Commission et les États membres de l'Union européenne étudient activement les moyens d'examiner dans le contexte du comité EDR les politiques mises en œuvre à l'échelle de la Communauté et de l'Union européenne.

STATISTIQUES DE BASE DE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE (2004)

LE PAYS

Superficie (km ²)	49 035	Villes principales (nombre d'habitants) (fin 2001)	
Superficie agricole (km ²)	24 440	Bratislava	428 094
		Kosice	236 036
		Presov	92 720
		Nitra	87 308

LA POPULATION

Population (en milliers)	5 385
Nombre d'habitants par km ²	110
Accroissement annuel de la population (1990-2004, en pourcentage)	0.1
Taux de mortalité infantile (pour mille naissances viables, 2002)	7.6
Espérance de vie à la naissance (2002) : hommes	69.2
femmes	77.8
Chômage recensé, pourcentage de la population active	14.3
Chômage mesuré par l'enquête sur le marché du travail, (pourcentage de la population active)	18.1
Emploi mesuré par l'enquête sur le marché du travail (en milliers)	2 170

PRODUCTION

PIB (en milliards de SKK)	1 325.5
PIB par habitant (en dollars EU au taux de change du marché)	7 637
Formation brute de capital (en pourcentage du PIB)	24.7

LE GOUVERNEMENT

En pourcentage du PIB		Composition du Parlement de la République slovaque (élections de septembre 2002) :	
Recettes de l'État	36.6	Mouvement pour une Slovaquie démocratique	26
Dépenses de l'État	39.9	Union démocratique et chrétienne de la Slovaquie	22
Dette publique	43.6	SMER	25
Dette extérieure officielle (État et Banque nationale de la République slovaque)	16.7	Coalition hongroise	20
		Mouvement démocratique chrétien	15
		Alliance du nouveau citoyen	12
		Parti communiste slovaque	9
		Autres	21

COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services, % du PIB	76.8	Importations de biens et services, % du PIB	79.5
Principales exportations, % du total		Principales importations, % du total	
Machines et matériel de transport	45.9	Machines et matériel de transport	39.6
Produits manufacturés	36.0	Produits manufacturés	29.5
Produits chimiques	5.4	Produits chimiques	9.8
Autres	12.6	Autres	21.1

LA MONNAIE

Unité monétaire : couronne slovaque	
Unité monétaire par dollar EU (moyenne)	
Année 2004	32.2
Juin 2005	31.6